



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 134 – 4^e trimestre 2007

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis



Sommaire

Méthodologie	2
1. Synthèse	4
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	12
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	13
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	14
<i>Les placements des ménages</i>	16
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	16
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	17
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	17
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	17
<i>L'endettement des ménages</i>	18
<i>L'endettement des entreprises</i>	18
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	19
5. Risques sectoriels	20
6. Rappel des taux	22
6.1 <i>Taux réglementés</i>	22
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	22
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	22
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	22
7. Monnaie fiduciaire	23
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	23
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	23

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Conjoncture financière et bancaire

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

La fin de l'année 2007 se caractérise par de réelles inquiétudes sur la conjoncture économique et financière mondiale, conséquence de la crise des subprimes qui frappe les Etats-Unis depuis la mi 2007. La remontée des taux à partir de juin 2003, a conduit à un accroissement des défaillances et des saisies immobilières chez des emprunteurs peu solvables ayant eu accès à des crédits intermédiés à taux variable, distribués massivement par des acteurs non régulés.

Les prémices d'une crise financière mondiale se sont confirmées avec les annonces successives de dépréciations d'actifs et de pertes liées à la crise des subprimes dans les principales banques mondiales.

Face à l'incertitude pesant sur la qualité et la valorisation des actifs de leurs contreparties aux crédits subprimes, le secteur bancaire a dû faire face à une réelle crise de confiance qui s'est manifestée par des tensions sur le marché interbancaire. Les besoins de liquidités ont pu être satisfaits par des interventions conjointes des banques centrales qui ont injecté massivement des liquidités sur le marché monétaire, entraînant des tensions sur les taux courts.

Parallèlement, face à l'amplification des tensions sur les marchés financiers et des craintes de contagion de la crise financière sur la sphère réelle, le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a abaissé à deux reprises son principal taux directeur en l'espace d'une semaine en le portant successivement à 3,50 % le 22 janvier puis à 3 % le 30 janvier 2008. Ces décisions sont intervenues dans un contexte économique en dégradation, confirmé par l'annonce en fin d'année 2007 d'un vaste plan de relance de l'économie américaine.

De son côté, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a maintenu le taux de soumission minimal à un niveau inchangé, soit 4 % depuis juin 2007, en mettant l'accent sur l'orientation à la hausse des risques pesant sur la stabilité des prix sur le moyen terme, dans un contexte de forte croissance de la masse monétaire et du crédit.

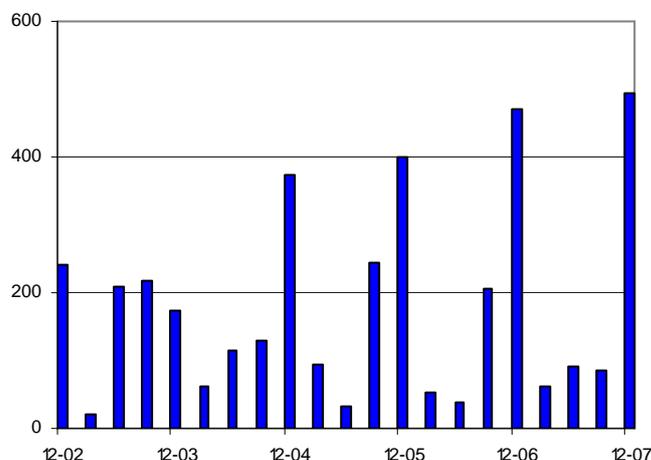
Des craintes persistent sur la santé financière des établissements financiers et les publications de résultats en début d'année 2008 permettront de chiffrer plus précisément l'impact de cette crise. Par ailleurs, des incertitudes sur le marché du crédit demeurent d'actualité dans un contexte économique et financier mondial fragile.

1.1. Les actifs financiers

Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 10 080 millions d'€ à fin décembre 2007. Ce sont les ménages qui détiennent l'essentiel de l'épargne (7 088 millions d'€, soit 70 %), les entreprises contribuant à hauteur de 2 537 millions d'€ soit 25 %. Par rapport à septembre 2007, leur progression s'élève à 495 millions d'€. Cette évolution est comparable à celles enregistrées chaque fin d'année (respectivement +469 millions d'€ et +400 millions d'€ au quatrième 2006 et 2005).

Sur l'année 2007, la collecte a progressé de 735 millions d'€, soit +7,9 %, à un rythme moins rapide que l'année précédente où la hausse avait atteint 764 millions d'€ soit +8,9 %.

Collecte supplémentaire d'épargne nette par trimestre
(en millions d'€)

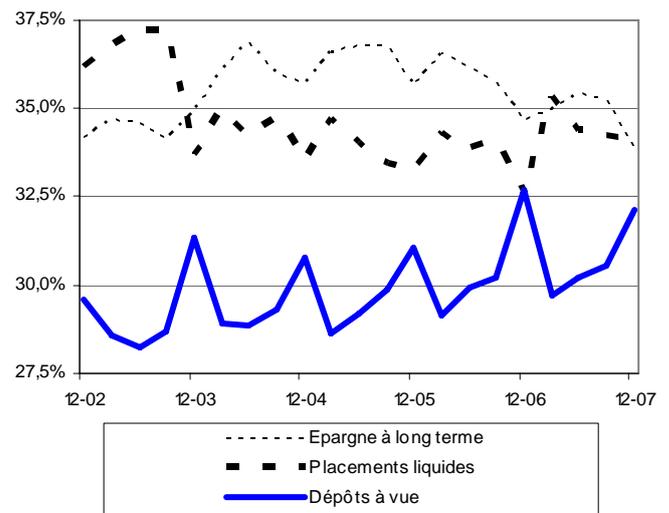


Les **dépôts à vue** contribuent fortement à l'accroissement de la collecte au cours du quatrième trimestre en augmentant de +310 millions d'€ soit +10,6% ce qui n'est pas le cas sur l'ensemble de l'année où leur progression est moins rapide (+5,9 %). Les dépôts à vue des sociétés non financières affichent la plus forte hausse (+193 millions d'€ sur le trimestre, soit +17,8 %, mais seulement +97 millions d'€ sur l'année, soit +8,3 %) et contribuent à près des deux tiers de la hausse de l'ensemble des dépôts à vue sur le trimestre et un peu plus de la moitié sur l'année. Ceux des ménages ne progressent que de 104 millions d'€ au quatrième trimestre, soit +6 % mais leur hausse sur l'année est identique à celle des entreprises : 97 millions d'€ soit +5,5 %. Pour mémoire, la part des dépôts à vue des autres agents économiques est marginale.

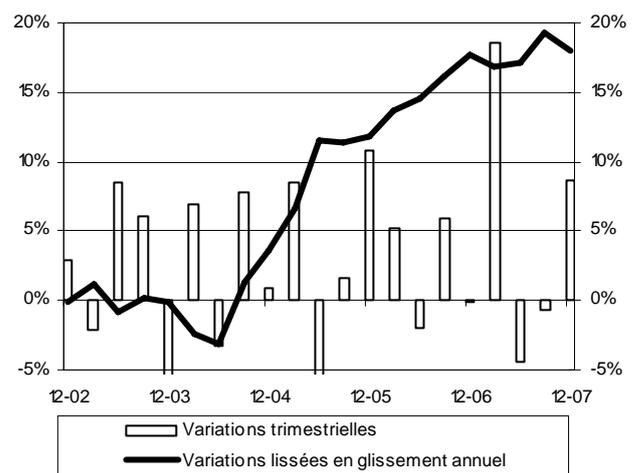
Un phénomène inverse est constaté pour les **placements liquides** dont la progression est modérée au quatrième trimestre (+153 millions d'€ soit +4,7 %) mais qui ont crû de 387 millions d'€ sur l'année (+12,7 %), et ont ainsi contribué à l'essentiel de la croissance de la collecte. La quasi-totalité des supports de collecte se renforce. Les plus remarquables sont les placements liquides indexés sur le taux du marché dont l'intérêt a vraisemblablement été renforcé par la hausse des taux et qui génèrent 85 % de la hausse du trimestre et 77 % de la progression annuelle. Les dépôts à terme sont en hausse de 20 millions d'€ sur le trimestre, soit +3 % et 138 millions d'€ sur l'année, soit +26 % ; les certificats de dépôt progressent de 101 millions d'€ sur le trimestre, soit +34 % et 55 millions d'€ sur l'année, soit +16 % ; enfin les OPCVM monétaires sont en hausse de 9 millions d'€ sur le trimestre, soit +2 % mais 104 millions d'€ sur l'année soit +26 %. Il convient également de relever la forte progression du Livret de Développement Durable sur l'ensemble de l'année (48 millions d'€ soit + 28 %) même si ce support reste marginal au sein de l'ensemble des placements à court terme ; ainsi que le recul du Livret d'Epargne Populaire et la quasi stagnation du Compte Epargne Logement dont les épargnant semblent se désintéresser.

Par agent, si les ménages détiennent toujours les deux tiers des placements liquides ou à court terme, la progression de leurs encours est moins rapide que celle des entreprises : +22 millions d'€ au cours du trimestre (+1%) et + 208 millions d'€ sur l'année (+10,1 %) contre +133 millions d'€ pour les entreprises sur le trimestre (+14,1 %) et +170 millions d'€ sur l'année (+18,8 %).

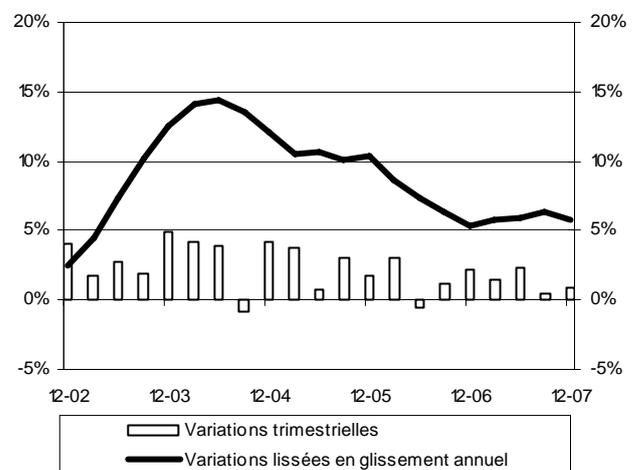
Poids des différents placements dans l'épargne totale (tous agents économiques)



Evolution de la collecte nette pour les placements liquides indexés sur les taux de marché



Evolution de la collecte nette d'épargne à long terme



L'épargne à long terme est moins dynamique. Mesurée sur le trimestre (+32 millions d'€ soit +1 %) ou sur l'année (+167 millions d'€ soit +5 %), la progression est moins rapide que pour les dépôts à vue et les placements liquides. Seuls les supports d'assurance vie affichent une hausse significative sur l'année avec 185 millions d'€ de collecte supplémentaire, soit +13 %, mais seulement 33 millions sur le trimestre, soit +2,1 %.

La tendance à la baisse des Plans d'Epargne Populaires relevée depuis plusieurs années se poursuit avec une diminution de 13,9 % de l'encours sur l'année. Il en est de même pour les Plans d'Epargne Logement qui sont en recul de 4 % sur l'année, mais bénéficient d'un sursaut de +1 % sur le quatrième trimestre (+9 millions d'€), pour la première fois depuis 2005.

Avec un total de 2 984 millions d'€ soit 88 % des encours, ce sont toujours les ménages qui détiennent l'essentiel de cette épargne.

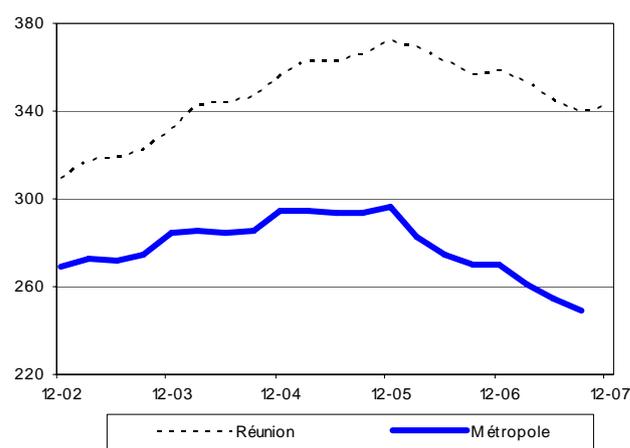
1.2. Les passifs financiers

a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

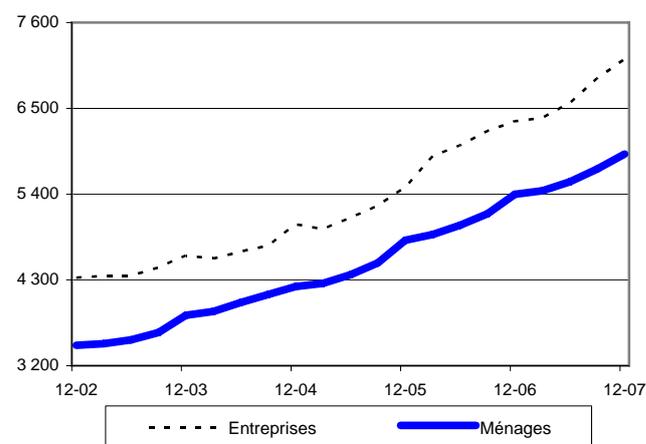
Les concours totaux consentis par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département et recensés par l'IEDOM s'élèvent à 15 650 millions d'€ au 31 décembre 2007. La progression enregistrée au cours du quatrième trimestre 2007 s'établit ainsi à +5,0% (+739 millions d'€), traduisant une accélération de l'offre de crédits sur l'année 2007 (après +566 millions d'€ au troisième trimestre 2007, +316 millions d'€ au deuxième trimestre 2007 et +157 millions d'€ au premier trimestre). La hausse de l'encours total sur les douze mois de l'année 2007 atteint ainsi +1 777 millions d'€ (+12,8%), en nette progression par rapport au rythme enregistré à la fin du trimestre précédent (+1 566 millions d'€).

Cette forte hausse des encours totaux de crédits à la clientèle sur le quatrième trimestre s'explique principalement par la croissance des financements octroyés aux collectivités locales. L'encours de ces financements, stable à 1,3 milliard d'€ depuis le quatrième trimestre 2006, s'est accru de +23,3% (+326 millions d'€) en décembre 2007 pour atteindre 1,7 milliard d'€. La part des crédits aux collectivités consentis par les établissements hors zone atteint 63,6% en décembre 2007 contre 66,7% le trimestre précédent.

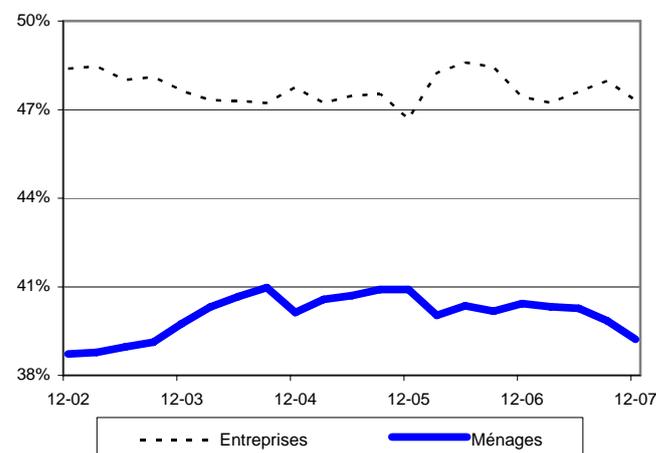
Evolution des encours des plans d'épargne logement à la Réunion et en métropole (indice en base 100 en mars 1992)



Concours sains totaux (zone et hors zone) par agent économique (en millions d'€)



Proportion des crédits par agent économique dans les concours sains totaux (zone et hors zone)



Conjoncture financière et bancaire

Avec un encours total de crédits sains de 7 131 millions d'€ à fin décembre 2007, les **entreprises** demeurent les principaux bénéficiaires des concours octroyés dans le département (47,3% du total en légère diminution par rapport au trimestre précédent où ils représentaient 48 %). L'endettement des entreprises progresse de +3,6% sur le quatrième trimestre (+245 millions d'€), soit un rythme légèrement moins rapide qu'au trimestre précédent (+317 millions d'€ à fin septembre 2007). Sur douze mois glissant, le rythme de progression s'établit à +12,6% à fin décembre 2007, après +10,9% à fin septembre 2007. Les concours consentis aux entreprises sont majoritairement constitués de crédits d'investissement (45,3% à fin décembre 2007 en hausse de +3,4% sur le trimestre et de +13,3% en glissement annuel) et de crédits immobiliers (37,2% en hausse de +3,9% sur le trimestre et de +13,7% sur douze mois). Les crédits de financement de l'exploitation représentent une proportion de 16,7% des concours sains totaux, en hausse de +2,7% sur le trimestre et de +9,1% sur douze mois.

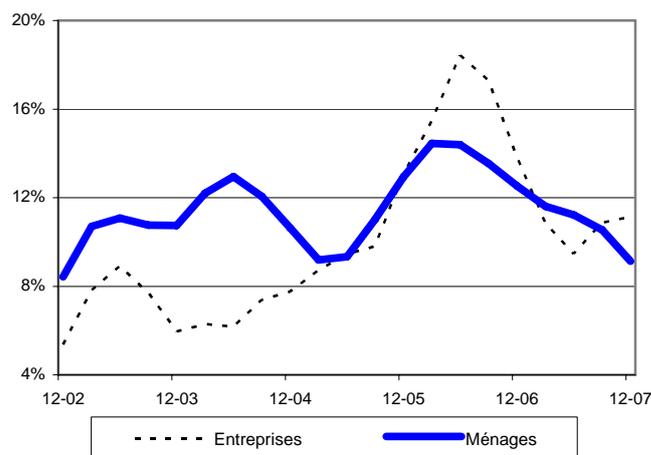
Les crédits totaux sains octroyés aux **ménages** s'établissent à 5 912 millions d'€ à fin décembre 2007, en progression de +3,4% sur le quatrième trimestre 2007 (+192 millions d'€) et de +9,5% en glissement annuel (+514 millions d'€). Les crédits aux ménages restent portés par la bonne tenue du financement de l'habitat, qui représente 70% des encours et progresse de +4,5% sur le quatrième trimestre 2007 et de +11,7% sur douze mois glissants, pour atteindre 4,1 milliards d'€ à fin décembre 2007. En revanche, le financement de la consommation des ménages s'est sensiblement ralenti au cours de ce même quatrième trimestre (+9 millions d'€ sur le trimestre soit +0,6% et +4,0% sur douze mois) alors que le rythme de progression enregistré au troisième trimestre atteignait +50 millions d'€ soit +3,0% sur le trimestre.

b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

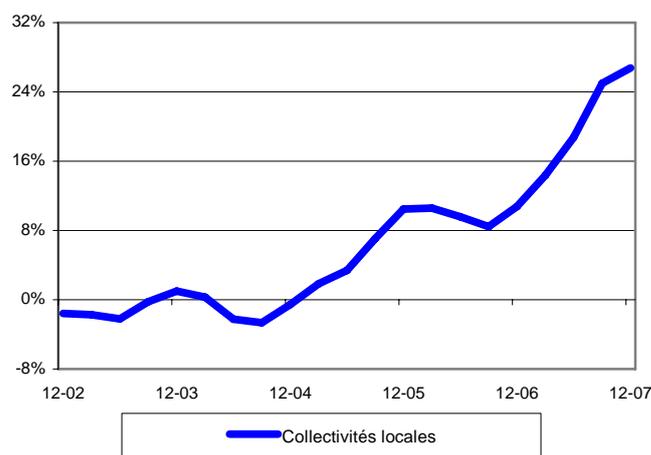
Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'élèvent à 11 672 millions d'€ à fin décembre 2007, en progression de +520 millions d'€ au quatrième trimestre 2007 (+4,7%) après +337 millions d'€ au troisième trimestre 2007 et +232 millions d'€ au deuxième trimestre 2007. En glissement annuel sur douze mois, la hausse s'élève à +1 284 millions d'€ (+12,4%).

Comme observé pour l'ensemble des crédits (zone et hors zone), les plus fortes variations enregistrées ce trimestre ont concerné les concours consentis aux

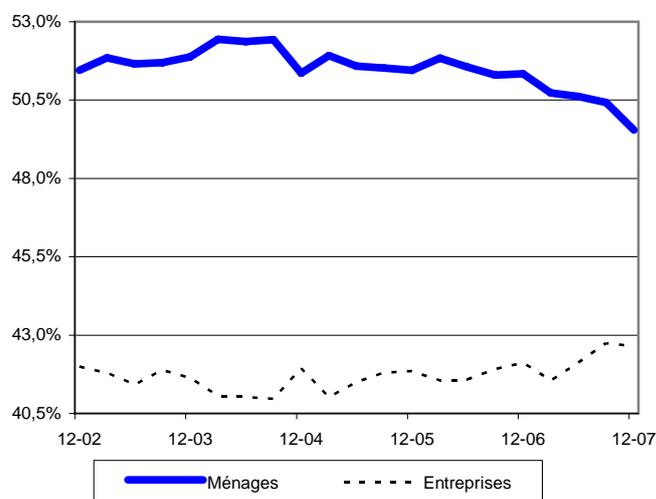
Evolution lissée en glissement annuel des concours sains totaux consentis par catégorie d'agent économique



Rythme d'évolution (en glissement annuel) des concours sains consentis aux collectivités publiques locales



Proportion des crédits par agent économique dans le total des concours sains locaux



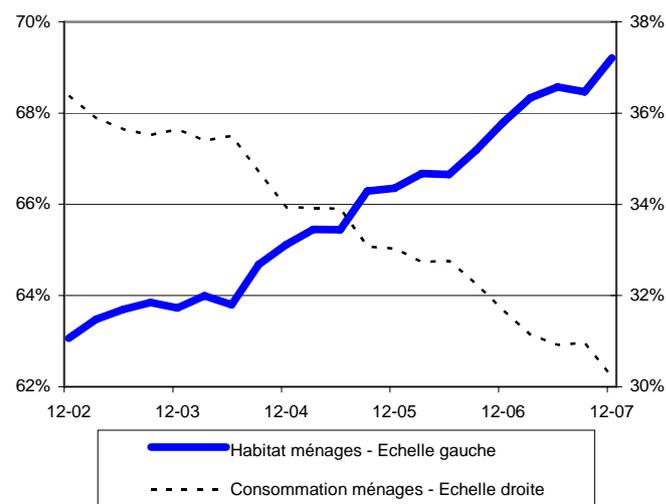
Conjoncture financière et bancaire

collectivités publiques locales, qui s'inscrivent en hausse de +164 millions d'€ (soit +35,0%) par rapport à fin septembre 2007. L'endettement des administrations publiques locales auprès des établissements de crédit installés à la Réunion s'établit ainsi à 631 millions d'€ à fin décembre 2007, représentant une proportion de 5,7% des concours sains totaux. Sur les douze derniers mois, la progression atteint +55,4% à fin décembre 2007, contre +21,4% à la fin du trimestre précédent.

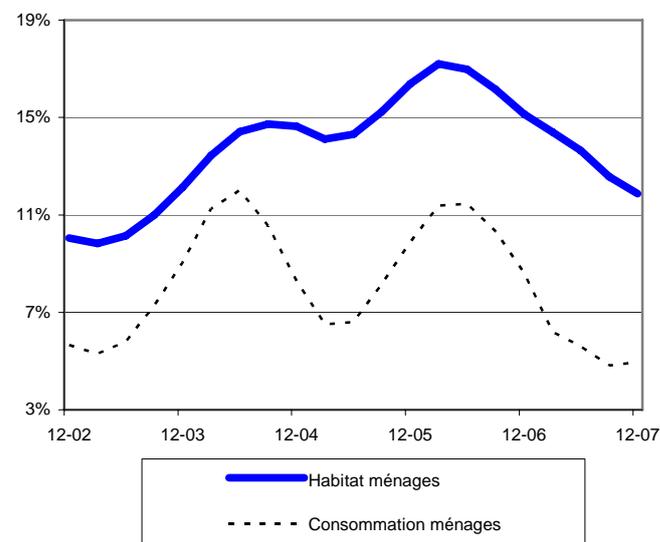
Les ménages demeurent toujours les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux avec une dette totale qui s'établit à 5 522 millions d'€ au 31 décembre 2008, soit 47,3 % du total des encours, mais en progression moins rapide que les autres agents. En effet, l'endettement des **ménages** s'inscrit en hausse de +3,2% sur le quatrième trimestre 2007 (+169 millions d'€ après +145 millions d'€ au troisième précédent) et de +8,8% sur les douze derniers mois (+447 millions d'€). Le rythme de croissance des crédits à l'habitat octroyés aux ménages continue de diminuer à fin décembre 2007, s'établissant à +11,1% en glissement annuel sur douze mois, contre +12,7% à la fin du troisième trimestre et +15,0% à fin décembre 2006. Dans le même temps, le financement de la consommation des particuliers demeure atone à fin décembre 2007, avec une hausse des encours en glissement annuel de +3,8% (+60 millions d'encours sur un an) et de +0,5% sur le quatrième trimestre 2007 (+8 millions d'€). Ces deux segments étaient pourtant des locomotives du marché du crédit à la fin de l'année précédente. Le renchérissement des taux de crédit, les interrogations sur les marchés financiers internationaux et sur le niveau des prix immobiliers locaux, ainsi que l'absence du salon de l'automobile, peuvent expliquer le ralentissement observé sur ces segments de marché à la fin de l'année 2007. Les crédits immobiliers représentent toutefois 69,2% du total des encours de prêts vis-à-vis des ménages (contre 68,5% en septembre 2007) et 34,3% du total des financements consentis par les établissements de crédit locaux, toutes clientèles confondues (contre 34,5% en septembre 2007).

Les concours bruts totaux octroyés aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 4 755 millions d'€ à fin décembre 2007, en hausse de +217 millions d'€ (+4,8%) au quatrième trimestre (après +203 millions d'€ au troisième trimestre et +150 millions d'€ au deuxième trimestre). Sur les douze derniers mois, la hausse des financements consentis aux entreprises s'établit à +591 millions d'€ (+14,2%). Les crédits d'investissement continuent d'enregistrer un rythme de progression

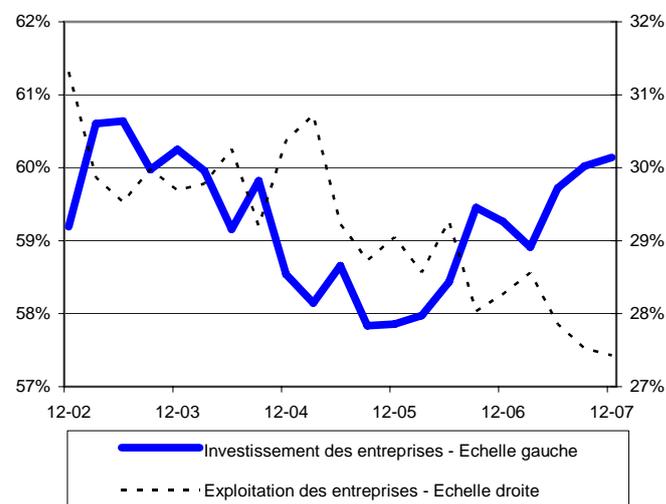
Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages



Evolution lissée en glissement annuel des crédits à l'habitat et à la consommation consentis aux ménages



Poids du financement de l'investissement et de l'exploitation dans les crédits sains aux entreprises



Conjoncture financière et bancaire

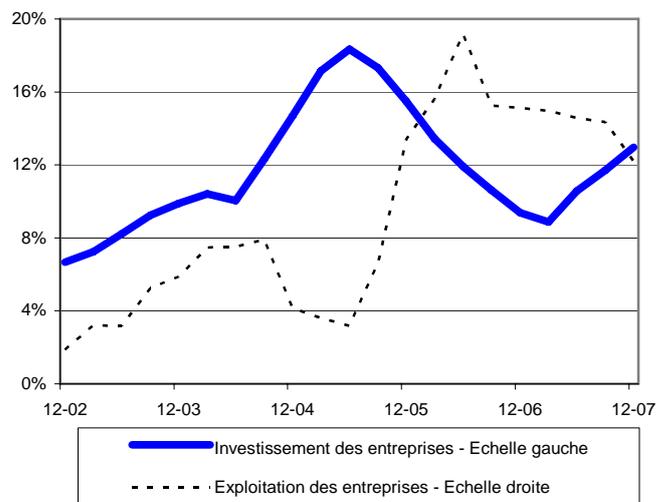
relativement élevé au cours du quatrième trimestre 2007 (+105 millions d'€ soit +4,0%), bien qu'en léger retrait par rapport au trimestre précédent (+139 millions d'€ au troisième trimestre) alors que les crédits d'exploitation affichent une hausse mesurée (+36 millions d'€ entre septembre et décembre 2007 après +21 millions d'€ le trimestre précédent). Ainsi, le financement des investissements des entreprises reste soutenu au cours des trois derniers trimestres 2007, par différence avec le financement de l'exploitation des entreprises qui ralentit depuis le maximum enregistré en milieu d'année 2006, en liaison avec l'épidémie de Chikungunya et l'accompagnement des entreprises par les banques locales. Accessoirement, les crédits immobiliers octroyés aux entreprises par les établissements de crédit locaux continuent de croître fortement (+9,5% sur le quatrième trimestre 2007 et +23,1% sur les douze derniers mois), même si leur rythme de croissance a toutefois tendance à ralentir depuis un maximum enregistré à la fin de l'année 2005.

Les **créances douteuses brutes** se sont inscrites en léger recul au quatrième trimestre 2007 (-10 millions d'€ soit -1,8%) ; leur croissance depuis le début de l'année 2007 s'établissant ainsi à +25 millions d'€ (+5,0%). Elles représentent une proportion de 4,5% du total des concours bruts consentis à la clientèle (contre 4,8% en septembre 2007 et en décembre 2006), soit un des plus faibles taux enregistrés au cours de ces dernières années. Les créances impayées déclarées par les établissements de crédit locaux s'affichent pour leur part en nette hausse sur les dernières années, à 80 millions d'€ en décembre 2007 contre 65 millions d'€ le trimestre précédent.

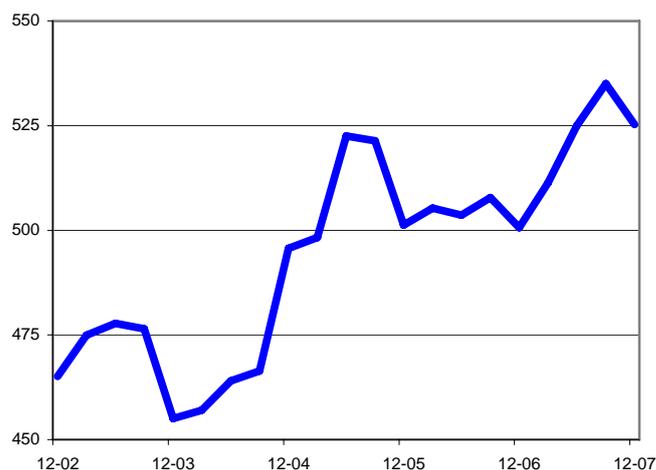
Les **soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit** interrogés font apparaître une situation relativement contrastée pour ce début d'année 2008. Le premier trimestre enregistre traditionnellement une baisse de l'activité bancaire dans le département, en raison notamment des vacances scolaires et des congés payés du secteur du bâtiment et des travaux publics qui entraînent un ralentissement de l'activité économique. Le début de l'année 2008 a ainsi été marqué par une appréciation négative de l'évolution de la collecte de dépôts et faiblement positive de la production de crédits d'équipement aux entreprises et de la production de crédits à la consommation en faveur des ménages (déjà atone au quatrième trimestre 2007).

Cependant, à l'inverse de ce qui est constaté habituellement à cette période, l'opinion des dirigeants d'établissements de crédit en ce qui concerne l'évolution du financement de l'exploitation

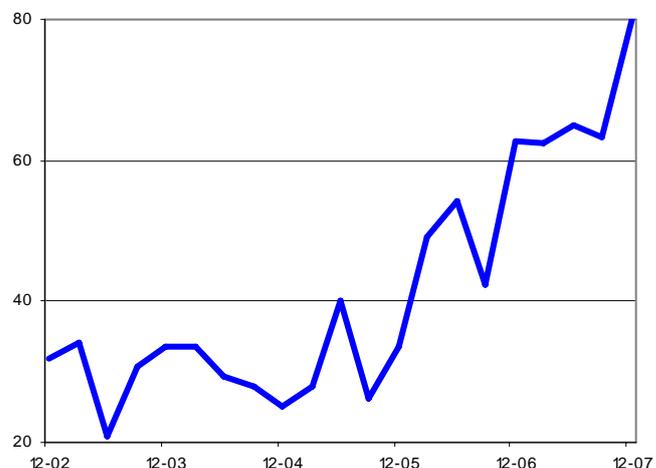
Evolution lissée en glissement annuel des différentes formes de financement des entreprises



Créances douteuses brutes totales (zone) en millions d'€



Impayés sur crédits (zone) en millions d'€ (états BSO)



Conjoncture financière et bancaire

des entreprises et de l'habitat des particuliers, est positive, à un niveau comparable à celle observée au quatrième trimestre 2007, traditionnellement plus porteur.

Selon les anticipations des dirigeants des établissements de crédit, l'activité bancaire dans le département au deuxième trimestre 2008 devrait demeurer contrastée en fonction des secteurs d'activité considérés. Les inquiétudes croissantes nées des soubresauts des marchés financiers et de crédits depuis l'été 2007 et les risques de récession économique évoqués au niveau international, peuvent expliquer ces anticipations mitigées. La collecte de dépôts ainsi que les financements consentis aux entreprises devraient demeurer peu porteurs alors que les crédits aux particuliers (habitat et surtout consommation) sont attendus en hausse. Le coût du risque, qui est resté bien orienté au premier trimestre 2008, pourrait se dégrader au second trimestre 2008.

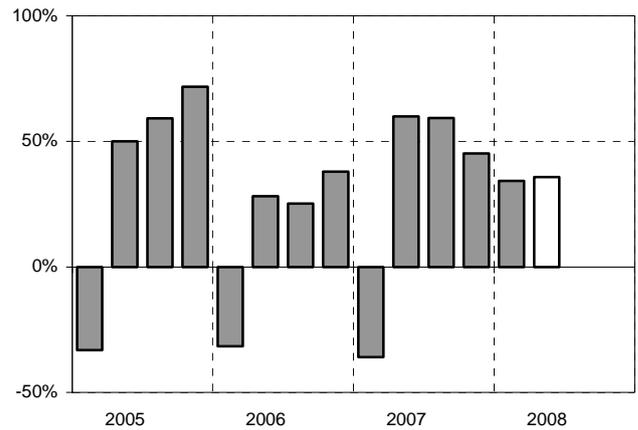
1.3. Les risques recensés au SCR

A fin décembre 2007, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France atteint 9 937 millions d'€ en hausse de +17,9% sur les douze derniers mois et de +3,5% sur les trois derniers mois. La progression enregistrée depuis le début de l'année 2006 s'explique en partie par une amélioration de la qualité des déclarations des établissements hors zone d'émission depuis le début de l'exercice 2007. Par ailleurs, il doit être rappelé que l'année 2006 avait enregistré une diminution du seuil de déclaration au SCR, qui était passé de 45 000 € à 25 000 € à partir de janvier 2006, ce qui avait déjà accru les encours de risques déclarés.

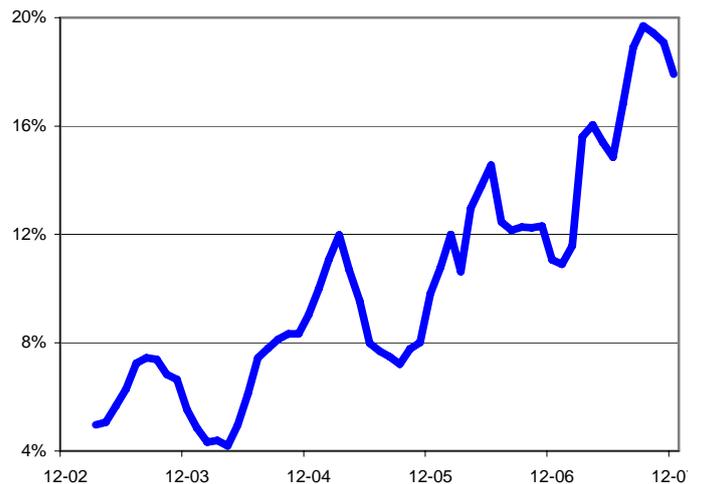
1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

La dernière enquête réalisée par l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, sur la base des octrois du mois de janvier 2008, fait apparaître une nouvelle remontée du **taux moyen pondéré global** de +12 points de base par rapport à juillet 2007, qui ressort à 6,31% en janvier 2008 contre 6,19% en juillet 2007. Cette enquête a porté sur un échantillon de 618 observations pour un encours total de 139 millions d'€ de crédits consentis ou reconduits (contre 1.121 observations pour 201 millions d'€ lors de l'enquête précédente en juillet 2007).

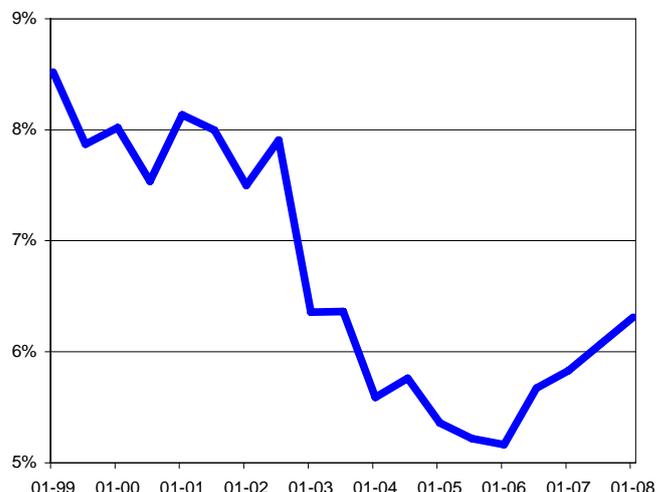
Moyenne des soldes des opinions des dirigeants des EC pour l'activité de distribution de crédits



Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)



Coût du crédit aux entreprises à la Réunion
Evolution et tendance du taux moyen pondéré global

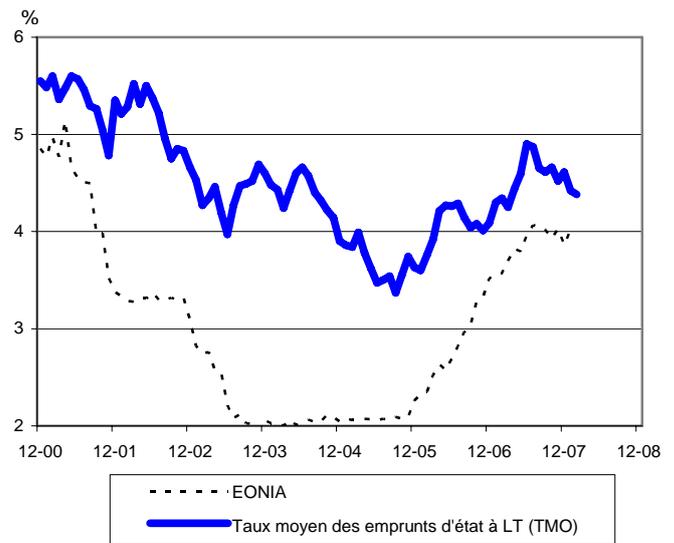


Conjoncture financière et bancaire

Le **taux moyen pondéré global de crédit aux entreprises**, tel qu'il ressort de cette enquête semestrielle, s'est ainsi renchéri de +115 points par rapport à son minimum atteint en janvier 2006 (5,16%). Il doit cependant être noté que cette remontée des conditions débitrices moyennes des banques réunionnaises a été enregistrée dans une période où les taux de refinancement de marché dans la zone Euro se sont renchéri de près de +200 points de base (les taux de marché sont aujourd'hui un peu supérieurs à 4% alors qu'il était proche de 2% fin d'année 2005 début d'année 2006).

Le taux moyen des crédits à court terme consentis en janvier 2008 par les banques réunionnaises interrogées s'établit à 6,67% (en baisse de +11 points par rapport à juillet 2007), tandis que le taux moyen des crédits à terme ressort à 5,64% (en hausse de +49 points).

Evolution des taux à court terme et à terme sur les marchés financiers européens



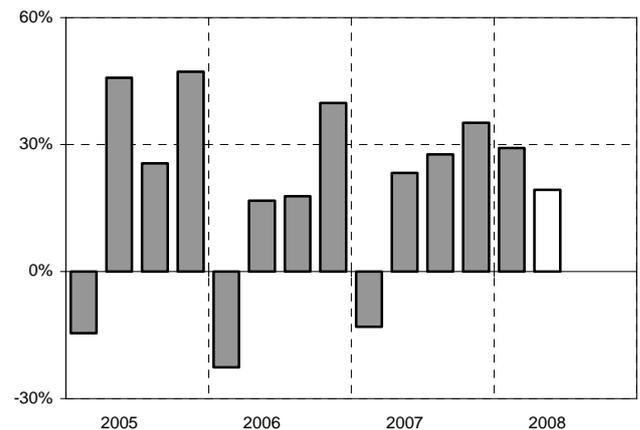
2 - Perspectives

L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir des **résultats** relativement favorables pour le premier trimestre 2008, en dépit des incertitudes en matière d'activité économique et bancaire ; et en net amélioration par rapport au quatrième trimestre 2007 qui avait été moins porteur qu'habituellement. En effet, après un quatrième trimestre notamment mal orienté en matière de charges d'exploitation et de rentabilité, les indicateurs d'opinion se sont redressés au premier trimestre 2008 (à l'exception des charges d'exploitation). En revanche, la perception de l'environnement économique par les établissements de crédit est devenue négative.

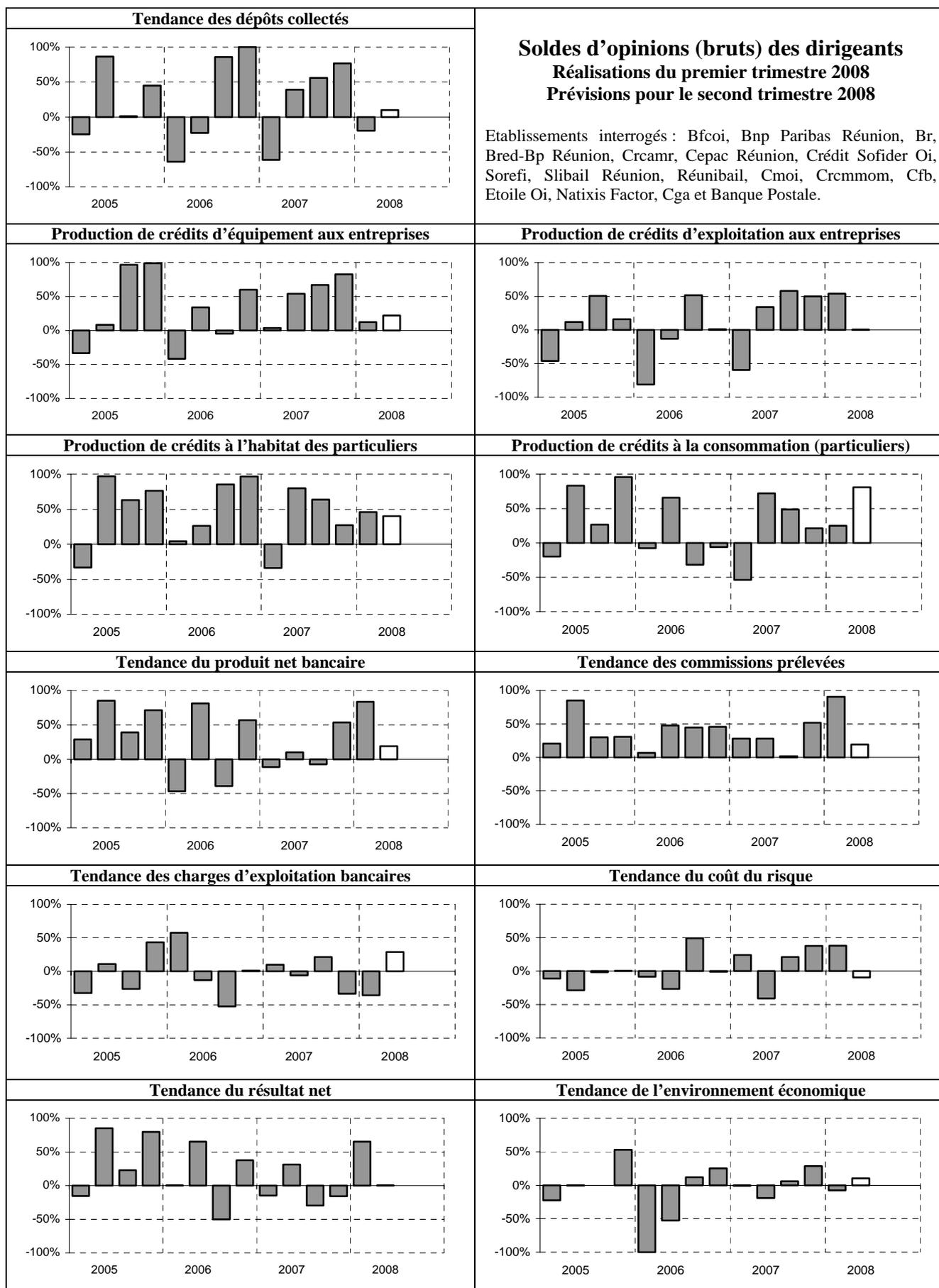
Les anticipations pour le second trimestre 2008 s'avèrent, pour la plupart des critères suivis, en nette dégradation, témoignant du climat d'incertitude qui prévaut actuellement en matière de prévisions économiques au niveau international.

L'indicateur synthétique de l'évolution des soldes d'opinion des dirigeants d'établissements de crédit interrogés, construit sur la base de la moyenne de l'ensemble des indicateurs suivis par l'IEDOM, présente un solde d'opinions positives en recul sur les deux premiers trimestres de l'année 2008, atteignant +29% au premier trimestre 2008 et +19 % pour les anticipations du deuxième trimestre.

Moyenne des soldes d'opinions des dirigeants des EC sur l'ensemble des indicateurs d'activité et de résultat



2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



Conjoncture financière et bancaire

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

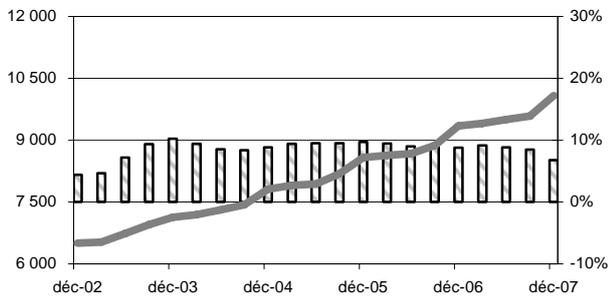
	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	1 an	1 trim
Sociétés non financières	2 024,002	1 935,300	1 906,931	1 962,089	2 270,313	2 279,272	2 237,802	2 219,305	2 537,012	11,7%	14,3%
Dépôts à vue	1 018,913	902,789	909,460	924,687	1 177,856	1 039,027	1 055,649	1 082,372	1 275,260	8,3%	17,8%
Placements liquides ou à court terme	832,411	851,363	822,204	856,226	904,766	1 053,349	987,870	941,700	1 074,717	18,8%	14,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,356	12,752	7,140	8,057	3,192	2,913	3,394	1,230	0,929	-n.s.	-n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	829,055	838,611	815,064	848,169	901,574	1 050,436	984,476	940,470	1 073,788	19,1%	14,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>261,050</i>	<i>227,065</i>	<i>228,615</i>	<i>251,301</i>	<i>298,243</i>	<i>320,426</i>	<i>313,634</i>	<i>336,333</i>	<i>346,048</i>	<i>16,0%</i>	<i>2,9%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>253,527</i>	<i>236,370</i>	<i>247,032</i>	<i>260,300</i>	<i>252,892</i>	<i>321,775</i>	<i>341,102</i>	<i>301,624</i>	<i>327,073</i>	<i>29,3%</i>	<i>8,4%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>285,512</i>	<i>346,557</i>	<i>325,839</i>	<i>323,482</i>	<i>342,191</i>	<i>401,242</i>	<i>322,604</i>	<i>296,169</i>	<i>397,067</i>	<i>16,0%</i>	<i>34,1%</i>
Epargne à long terme	172,678	181,148	175,267	181,176	187,691	186,896	194,283	195,233	187,035	-0,3%	-4,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>58,545</i>	<i>63,868</i>	<i>62,358</i>	<i>60,846</i>	<i>60,180</i>	<i>58,965</i>	<i>65,824</i>	<i>65,426</i>	<i>57,693</i>	<i>-4,1%</i>	<i>-11,8%</i>
Ménages	6 196,345	6 270,809	6 330,879	6 492,377	6 640,318	6 682,975	6 844,117	6 921,239	7 088,747	6,8%	2,4%
Dépôts à vue	1 556,277	1 514,262	1 552,938	1 635,193	1 749,852	1 640,103	1 724,011	1 742,577	1 846,647	5,5%	6,0%
Placements liquides ou à court terme	1 961,297	2 015,474	2 030,247	2 078,999	2 049,950	2 164,424	2 182,311	2 235,358	2 257,737	10,1%	1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 660,272	1 696,701	1 700,506	1 710,794	1 743,290	1 783,263	1 794,421	1 818,918	1 846,201	5,9%	1,5%
dont livrets ordinaires	644,107	660,199	657,173	661,428	678,179	686,871	682,063	687,582	700,171	3,2%	1,8%
dont livrets A et bleus	469,713	481,468	483,946	487,578	494,419	507,092	510,818	518,723	526,702	6,5%	1,5%
dont livrets jeunes	31,530	31,528	32,029	32,173	33,836	33,525	34,304	35,415	36,904	9,1%	4,2%
dont livrets d'épargne populaire	124,938	126,506	126,163	127,834	132,594	133,164	130,997	132,362	128,520	-3,1%	-2,9%
dont livrets de développement durable	161,691	164,975	166,702	168,955	172,687	191,084	203,402	212,020	220,877	27,9%	4,2%
dont comptes d'épargne logement	228,293	232,025	234,493	232,826	231,575	231,527	232,837	232,816	233,027	0,6%	0,1%
Placements indexés sur les taux de marché	301,025	318,773	329,741	368,205	306,660	381,161	387,890	416,440	411,536	34,2%	-1,2%
dont comptes créditeurs à terme	169,811	202,103	203,008	233,860	203,079	268,163	249,882	270,849	278,167	37,0%	2,7%
dont bons de caisse	24,107	22,395	21,987	22,234	19,514	21,284	18,146	14,949	13,561	-30,5%	-9,3%
dont OPCVM monétaires	107,107	94,275	104,746	112,111	84,067	91,714	119,862	130,642	119,808	42,5%	-8,3%
Epargne à long terme	2 678,771	2 741,073	2 747,694	2 778,185	2 840,516	2 878,448	2 937,795	2 943,304	2 984,363	5,1%	1,4%
dont plans d'épargne logement	893,285	886,514	871,070	855,942	859,595	846,527	828,114	814,362	823,680	-4,2%	1,1%
dont plans d'épargne populaire	111,343	108,359	104,095	100,825	98,496	93,886	89,745	85,853	84,768	-13,9%	-1,3%
dont portefeuille-titres	247,879	262,789	262,916	259,082	277,914	289,658	296,112	282,474	290,562	4,6%	2,9%
dont OPCVM non monétaires	191,740	185,868	180,104	187,086	191,859	191,882	195,306	195,807	187,940	-2,0%	-4,0%
dont contrats d'assurance-vie	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	1 510,515	1 547,570	1 579,751	13,0%	2,1%
dont contrats PERP	2,458	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	6,687	7,139	8,498	52,2%	19,0%
Autres agents	360,413	427,560	432,913	421,278	434,389	444,210	415,649	444,956	454,287	4,6%	2,1%
Dépôts à vue	87,962	97,719	133,798	121,150	128,478	115,019	87,734	102,641	115,510	-10,1%	12,5%
Placements liquides ou à court terme	66,254	99,299	86,777	86,809	92,743	107,168	98,629	104,009	101,765	9,7%	-2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	15,151	14,776	14,581	14,279	14,230	13,927	14,389	14,140	14,372	1,0%	1,6%
Placements indexés sur les taux de marché	51,103	84,523	72,196	72,530	78,513	93,241	84,240	89,869	87,393	11,3%	-2,8%
Epargne à long terme	206,197	230,542	212,338	213,319	213,168	222,023	229,286	238,306	237,012	11,2%	-0,5%
Total actifs financiers	8 580,757	8 633,671	8 670,721	8 875,743	9 345,018	9 406,459	9 497,566	9 585,501	10 080,047	7,9%	5,2%
Dépôts à vue	2 663,148	2 514,775	2 596,199	2 681,031	3 056,181	2 794,150	2 867,391	2 927,590	3 237,419	5,9%	10,6%
Placements liquides ou à court terme	2 859,964	2 966,133	2 939,226	3 022,029	3 047,461	3 324,940	3 268,810	3 281,067	3 434,219	12,7%	4,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 678,781	1 724,230	1 722,225	1 733,129	1 760,711	1 800,101	1 812,206	1 834,290	1 861,504	5,7%	1,5%
dont livrets ordinaires	662,483	678,005	674,618	678,587	695,400	703,510	699,733	702,840	715,358	2,9%	1,8%
dont livrets A et bleus	469,847	491,192	488,221	492,753	494,619	507,293	510,933	518,836	526,818	6,5%	1,5%
dont livrets jeunes	31,529	31,530	32,030	32,174	33,836	33,524	34,304	35,414	36,904	9,1%	4,2%
dont livrets d'épargne populaire	124,938	126,505	126,160	127,831	132,593	133,163	130,996	132,362	128,520	-3,1%	-2,9%
dont livrets de développement durable	161,691	164,973	166,703	168,957	172,687	191,085	203,402	212,021	220,877	27,9%	4,2%
dont comptes d'épargne logement	228,293	232,025	234,493	232,827	231,576	231,526	232,838	232,817	233,027	0,6%	0,1%
Placements indexés sur les taux de marché	1 181,183	1 241,903	1 217,001	1 288,900	1 286,750	1 524,839	1 456,604	1 446,777	1 572,715	22,2%	8,7%
dont comptes créditeurs à terme	444,387	464,966	447,188	500,874	519,174	623,227	585,965	636,792	656,746	26,5%	3,1%
dont bons de caisse	53,088	51,028	35,579	35,333	27,778	28,294	25,296	21,308	17,159	-38,2%	-19,5%
dont certificats de dépôt	285,512	346,557	325,839	323,482	342,191	401,242	322,604	296,169	397,067	16,0%	34,1%
dont OPCVM monétaires	398,196	379,352	408,395	429,211	397,607	472,076	522,739	492,508	501,743	26,2%	1,9%
Epargne à long terme	3 057,645	3 152,763	3 135,296	3 172,683	3 241,376	3 287,369	3 361,365	3 376,844	3 408,409	5,2%	0,9%
dont plans d'épargne logement	893,284	886,515	871,070	855,943	859,596	846,528	828,114	814,363	823,677	-4,2%	1,1%
dont plans d'épargne populaire	111,342	108,359	104,096	100,826	98,496	93,888	89,745	85,853	84,770	-13,9%	-1,3%
dont autres comptes d'épargne	6,742	7,580	8,499	8,304	8,919	9,240	11,317	10,099	9,164	2,7%	-9,3%
dont portefeuille-titres	383,336	409,497	404,711	403,448	427,009	443,317	453,139	439,700	452,047	5,9%	2,8%
dont OPCVM non monétaires	435,158	450,850	425,914	437,215	443,623	447,142	461,848	472,120	450,502	1,6%	-4,6%
dont contrats d'assurance-vie	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	1 510,515	1 547,570	1 579,751	13,0%	2,1%
dont contrats PERP	2,458	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	6,687	7,139	8,498	52,2%	19,0%

Conjoncture financière et bancaire

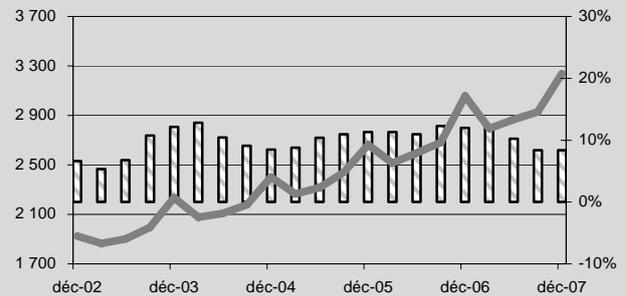
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

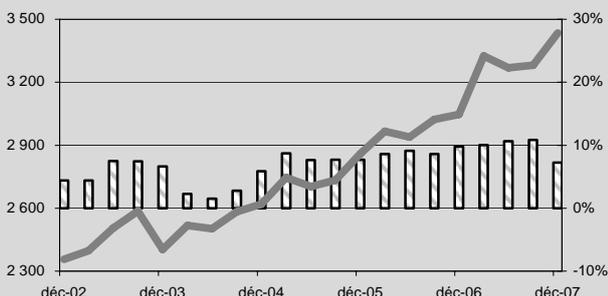
Ensemble des actifs financiers



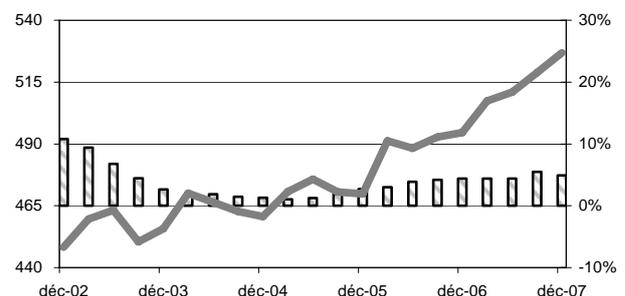
Dépôts à vue



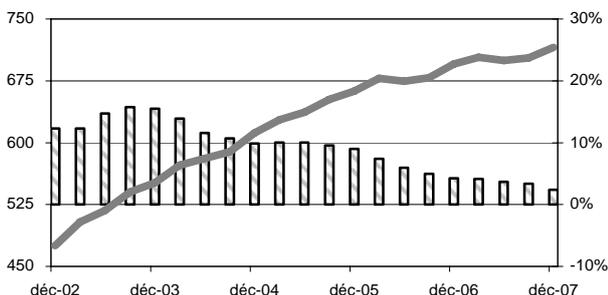
Ensemble des placements liquides ou à court terme



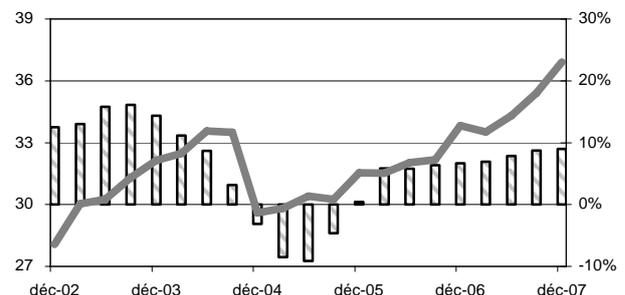
Livrets 'A' des caisses d'épargne



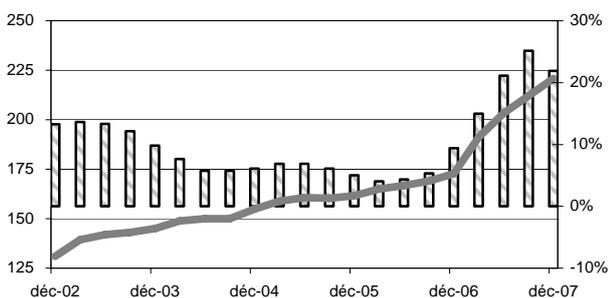
Livrets ordinaires



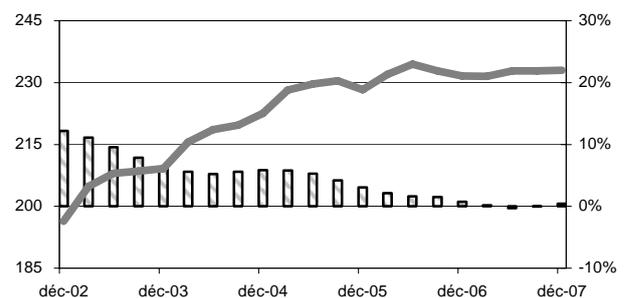
Livrets jeunes



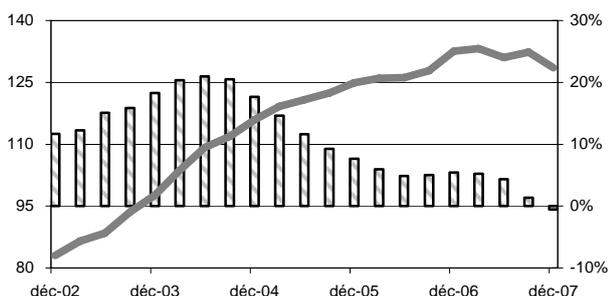
Livrets de développement durable



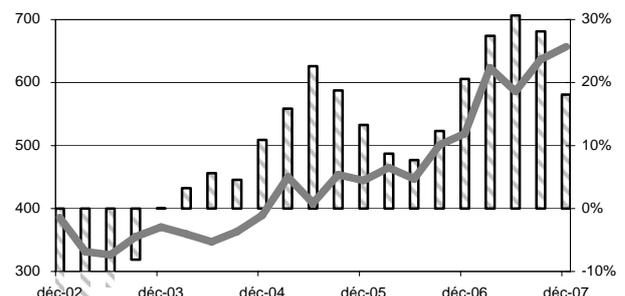
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



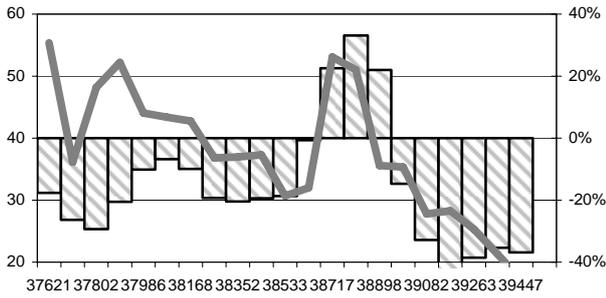
Dépôts à terme



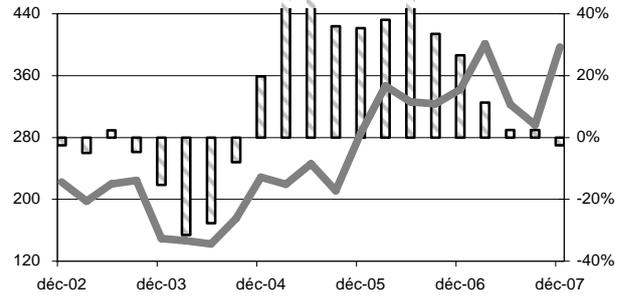
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

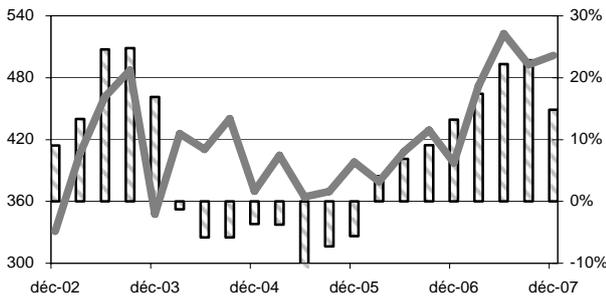
Bons de caisse et bons d'épargne



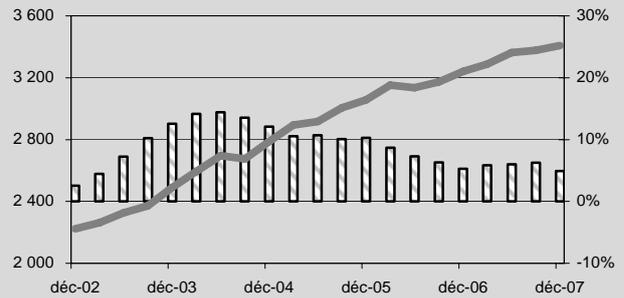
Certificats de dépôts négociables



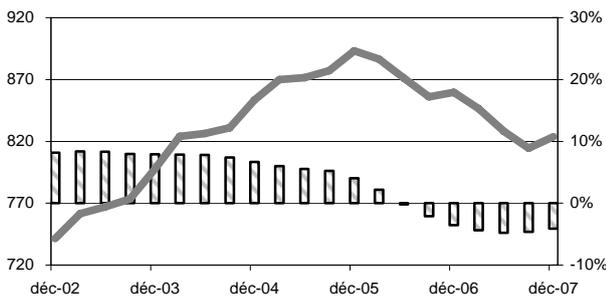
OPCVM monétaires



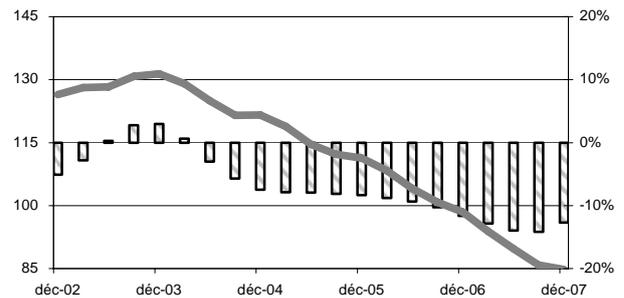
Epargne à long terme



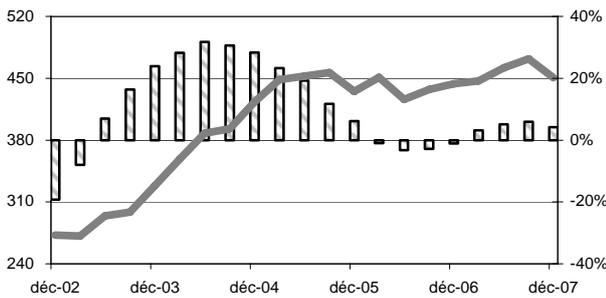
Plans d'épargne logement



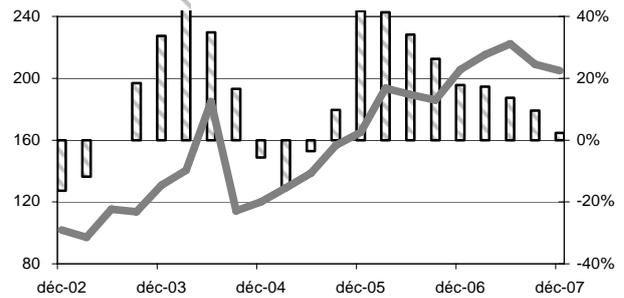
Plans d'épargne populaire



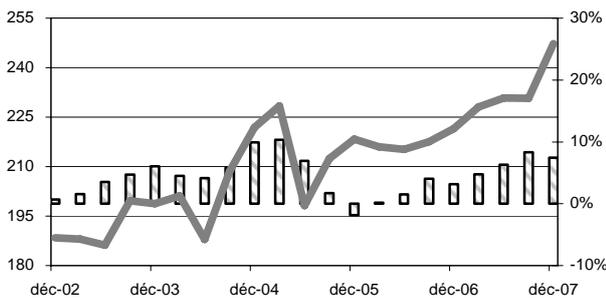
OPCVM titres en portefeuille titres



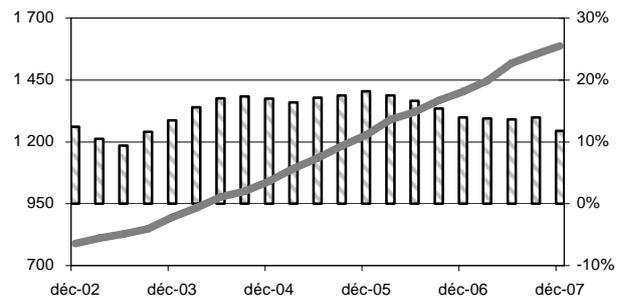
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



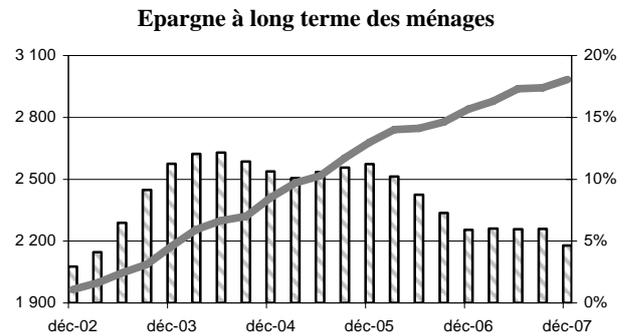
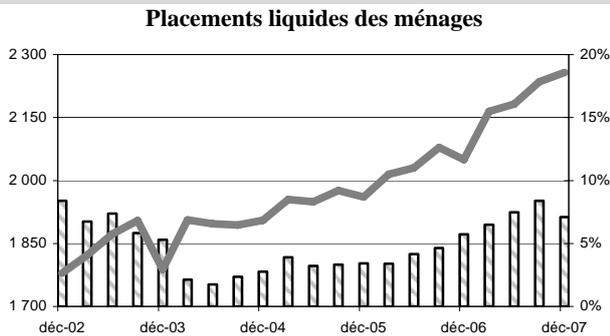
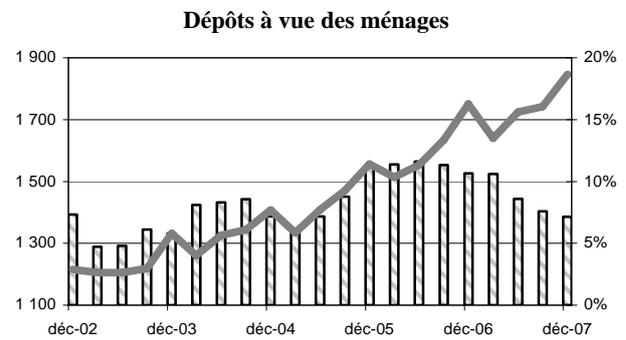
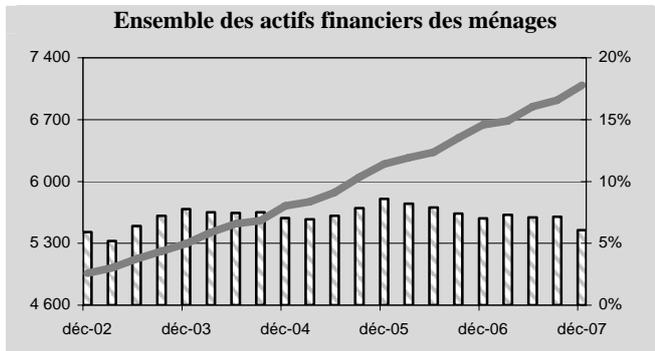
Assurance-vie



Conjoncture financière et bancaire

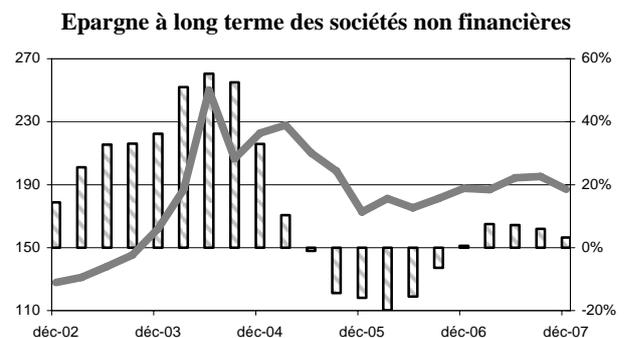
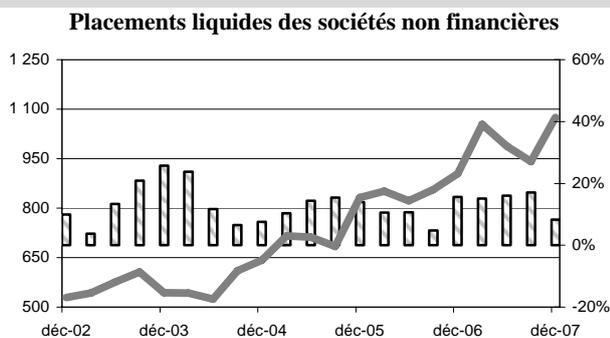
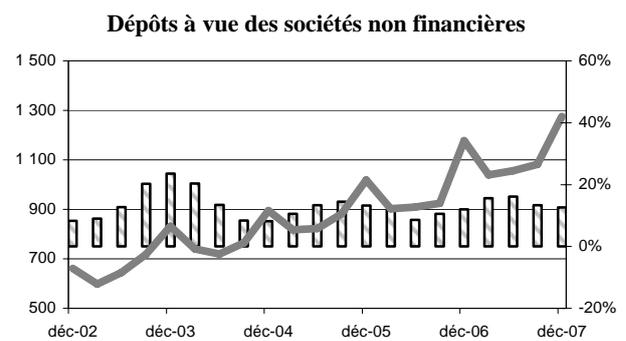
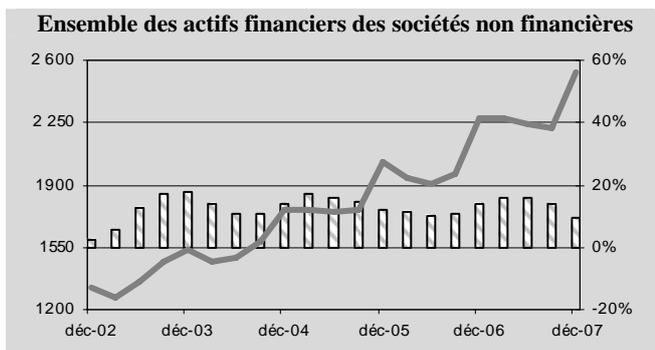
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



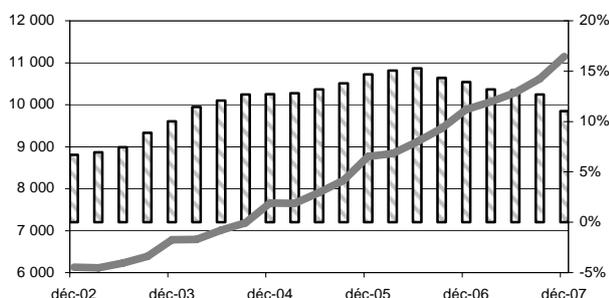
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

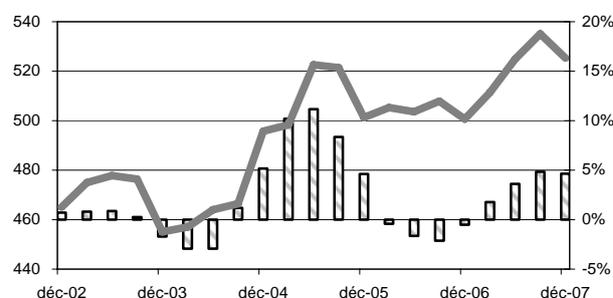
	Montants en millions d'euros									Variations		
	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	1 an	1 trim	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	905,838	932,426	922,691	985,208	1 036,376	1 048,681	1 094,876	1 115,854	1 151,453	11,1%	3,2%	
Créances commerciales	146,467	124,984	140,288	134,056	156,563	126,465	148,184	140,430	152,458	-2,6%	8,6%	
Crédits de trésorerie	500,562	501,537	464,522	541,800	563,203	523,518	564,082	596,310	581,640	3,3%	-2,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	172,795	219,769	214,873	205,458	196,721	286,257	256,044	250,781	275,564	40,1%	9,9%	
Affacturation	86,014	86,136	103,008	103,894	119,889	112,441	126,566	128,333	141,791	18,3%	10,5%	
Crédits d'investissement	2 249,465	2 201,171	2 288,242	2 339,987	2 420,246	2 420,400	2 501,619	2 640,317	2 745,480	13,4%	4,0%	
Crédits à l'équipement	2 041,255	1 986,846	2 067,538	2 111,126	2 178,793	2 169,270	2 225,354	2 356,845	2 480,486	13,8%	5,2%	
Crédit-bail	208,210	214,325	220,704	228,861	241,453	251,130	276,265	283,472	264,994	9,7%	-6,5%	
Crédits à l'habitat	481,370	511,182	542,402	579,350	648,055	659,582	688,705	729,085	798,074	23,1%	9,5%	
Autres crédits	32,284	26,742	38,141	50,776	59,328	55,896	49,036	52,504	59,770	0,7%	13,8%	
Encours sain	3 668,957	3 671,521	3 791,476	3 955,321	4 164,005	4 184,559	4 334,236	4 537,760	4 754,777	14,2%	4,8%	
Ménages												
Crédits à la consommation	1 488,203	1 498,022	1 538,280	1 560,102	1 605,469	1 590,703	1 609,408	1 657,327	1 665,716	3,8%	0,5%	
Crédits de trésorerie	1 374,605	1 382,961	1 421,069	1 443,916	1 477,166	1 465,613	1 484,449	1 518,938	1 542,420	4,4%	1,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	53,386	54,482	58,596	57,321	63,185	60,399	61,446	61,785	53,112	-15,9%	-14,0%	
Crédit-bail	60,212	60,579	58,615	58,865	65,118	64,691	63,513	76,604	70,184	7,8%	-8,4%	
Crédits à l'habitat	2 992,570	3 054,816	3 133,304	3 252,520	3 440,724	3 490,922	3 570,973	3 664,792	3 821,534	11,1%	4,3%	
Autres crédits	29,103	28,728	29,068	28,353	29,008	27,224	27,350	30,266	34,544	19,1%	14,1%	
Encours sain	4 509,876	4 581,566	4 700,652	4 840,975	5 075,201	5 108,849	5 207,731	5 352,385	5 521,794	8,8%	3,2%	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	6,676	5,815	4,655	3,573	2,813	5,138	16,629	47,942	30,531	n.s	n.s	
Crédits de trésorerie	3,413	3,020	2,192	3,373	2,729	3,443	16,237	47,650	28,194	n.s	n.s	
Comptes ordinaires débiteurs	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	n.s	n.s	
Crédits à l'équipement	393,608	401,363	389,173	379,827	400,621	492,988	430,440	418,137	597,865	49,2%	43,0%	
Autres crédits	1,379	1,367	1,242	1,738	2,423	3,527	1,328	1,291	2,479	2,3%	92,0%	
Encours sain	401,663	408,545	395,070	385,138	405,857	501,653	448,397	467,370	630,875	55,4%	35,0%	
Autres agents												
Encours sain	184,100	175,655	229,771	255,620	241,188	275,785	299,105	258,524	238,374	-1,2%	-7,8%	
TOTAL												
Encours sain	8 764,596	8 837,287	9 116,969	9 437,054	9 886,251	10 070,846	10 289,469	10 616,039	11 145,820	12,7%	5,0%	
Créances douteuses brutes	501,861	505,905	504,375	508,553	501,099	511,860	525,402	535,531	525,980	5,0%	-1,8%	
Encours total	9 266,457	9 343,192	9 621,344	9 945,607	10 387,350	10 582,706	10 814,871	11 151,570	11 671,800	12,4%	4,7%	
Taux de créances douteuses	5,4%	5,4%	5,2%	5,1%	4,8%	4,8%	4,9%	4,8%	4,5%	-0,3 pt	-0,3 pt	
Taux de provisionnement	67,6%	67,9%	69,0%	68,7%	68,4%	67,4%	67,6%	66,1%	64,9%	-3,4 pt	-1,2 pt	

L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux



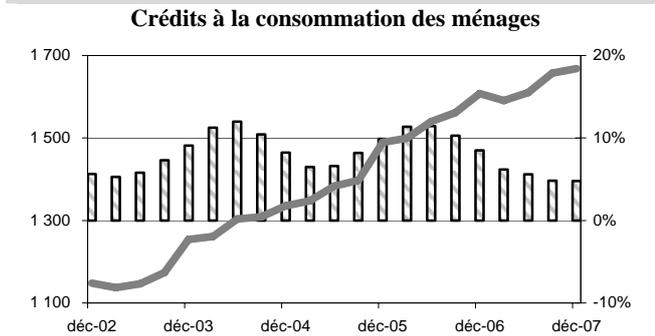
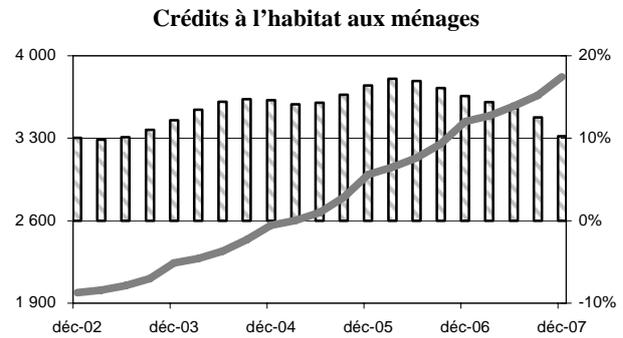
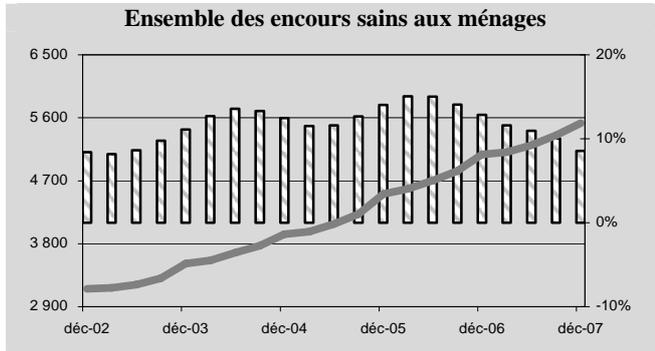
Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux



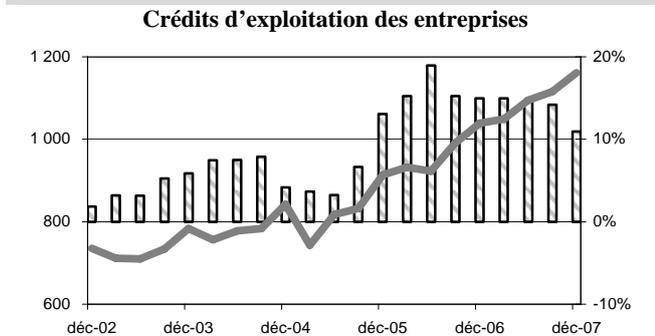
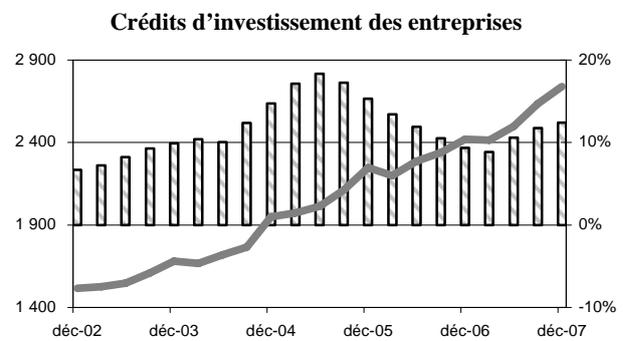
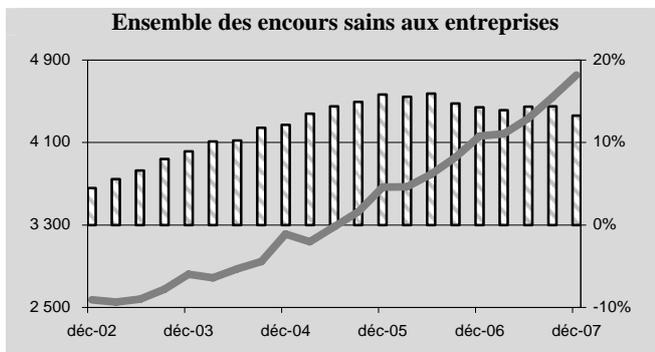
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises

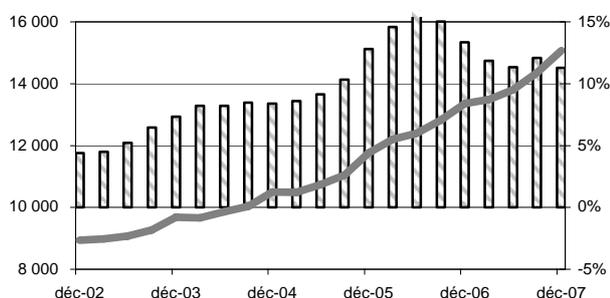


Conjoncture financière et bancaire

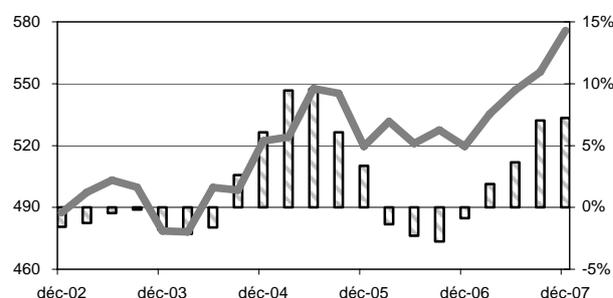
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	912,479	973,101	971,520	1 033,630	1 091,616	1 095,286	1 139,585	1 159,981	1 191,208	9,1%	2,7%
Créances commerciales	146,467	126,292	141,045	135,805	158,599	127,592	149,297	142,395	154,431	-2,6%	8,5%
Crédits de trésorerie	507,203	514,311	484,820	560,730	585,070	544,158	583,151	617,215	592,240	1,2%	-4,0%
Comptes ordinaires débiteurs	172,795	228,572	224,265	215,294	206,490	294,658	266,015	257,277	285,681	38,4%	11,0%
Affacturage	86,014	103,926	121,390	121,801	141,457	128,878	141,122	143,094	158,856	12,3%	11,0%
Crédits d'investissement	2 278,490	2 592,517	2 687,299	2 758,939	2 848,797	2 862,688	2 970,428	3 120,505	3 226,970	13,3%	3,4%
Crédits à l'équipement	2 070,280	2 226,187	2 317,116	2 377,917	2 455,694	2 455,184	2 534,810	2 680,092	2 801,400	14,1%	4,5%
Crédit-bail	208,210	366,330	370,183	381,022	393,103	407,504	435,618	440,413	425,570	8,3%	-3,4%
Crédits à l'habitat	2 262,500	2 290,206	2 324,966	2 365,325	2 333,000	2 359,680	2 409,115	2 552,179	2 652,189	13,7%	3,9%
Autres crédits	33,048	27,472	38,848	51,460	60,000	56,533	49,649	53,093	60,345	0,6%	13,7%
Encours sain	5 486,517	5 883,296	6 022,633	6 209,354	6 333,413	6 374,187	6 568,777	6 885,758	7 130,712	12,6%	3,6%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 541,862	1 553,502	1 595,439	1 618,143	1 665,569	1 650,704	1 671,947	1 722,362	1 731,912	4,0%	0,6%
Crédits de trésorerie	1 428,264	1 438,282	1 478,174	1 501,881	1 537,182	1 525,338	1 546,683	1 583,727	1 607,495	4,6%	1,5%
Comptes ordinaires débiteurs	53,386	54,577	58,650	57,397	63,269	60,474	61,546	61,837	53,547	-15,4%	-13,4%
Crédit-bail	60,212	60,643	58,615	58,865	65,118	64,892	63,718	76,798	70,870	8,8%	-7,7%
Crédits à l'habitat	3 232,766	3 294,234	3 373,306	3 498,370	3 700,220	3 753,106	3 847,159	3 956,465	4 134,845	11,7%	4,5%
Autres crédits	33,981	34,266	33,079	32,266	32,811	38,311	37,990	41,199	45,600	39,0%	10,7%
Encours sain	4 808,609	4 882,002	5 001,824	5 148,779	5 398,600	5 442,121	5 557,096	5 720,026	5 912,357	9,5%	3,4%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	6,676	6,630	55,491	123,240	6,800	5,138	16,630	56,529	43,531	-n.s-	-n.s-
Crédits de trésorerie	3,413	3,835	53,028	123,040	6,716	3,443	16,238	56,237	41,194	-n.s-	-n.s-
Comptes ordinaires débiteurs	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	-n.s-	-n.s-
Crédits à l'équipement	1 125,923	1 112,053	949,045	955,651	1 249,635	1 321,008	1 277,170	1 336,043	1 675,016	34,0%	25,4%
Autres crédits	70,523	69,156	66,057	62,359	58,662	8,985	6,230	5,325	5,163	-91,2%	-3,0%
Encours sain	1 203,122	1 187,839	1 070,593	1 141,250	1 315,097	1 335,131	1 300,030	1 397,897	1 723,710	31,1%	23,3%
Autres agents											
Encours sain	254,913	243,248	297,684	318,080	306,795	343,158	372,936	351,973	307,812	0,3%	-12,5%
TOTAL											
Encours sain	11 753,161	12 196,385	12 392,734	12 817,463	13 353,905	13 494,597	13 798,839	14 355,654	15 074,591	12,9%	5,0%
Créances douteuses brutes	519,659	531,739	520,940	527,487	519,682	535,476	546,816	555,662	575,773	10,8%	3,6%
Encours total	12 272,820	12 728,124	12 913,674	13 344,950	13 873,587	14 030,073	14 345,655	14 911,316	15 650,364	12,8%	5,0%
Taux de créances douteuses	4,2%	4,2%	4,0%	4,0%	3,7%	3,8%	3,8%	3,7%	3,7%	-0,1 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	65,6%	64,8%	67,1%	66,4%	66,0%	64,5%	65,1%	63,8%	59,4%	-6,6 pt	-4,4 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



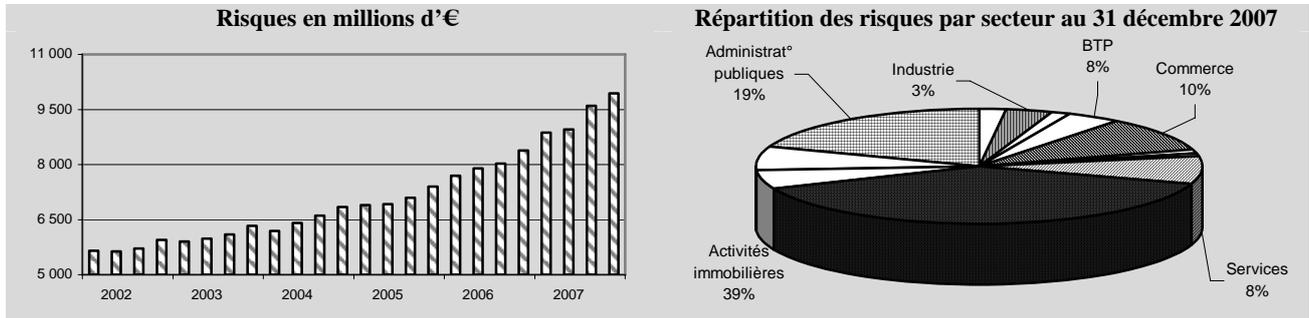
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



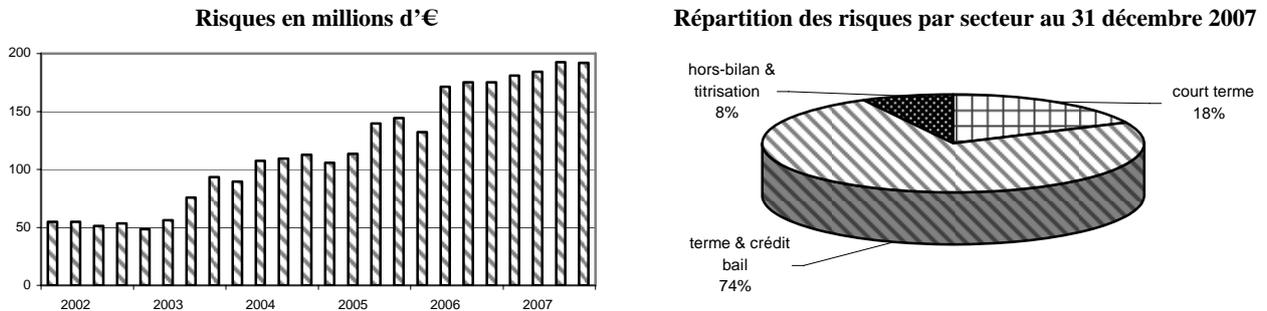
Conjoncture financière et bancaire

5. Risques sectoriels

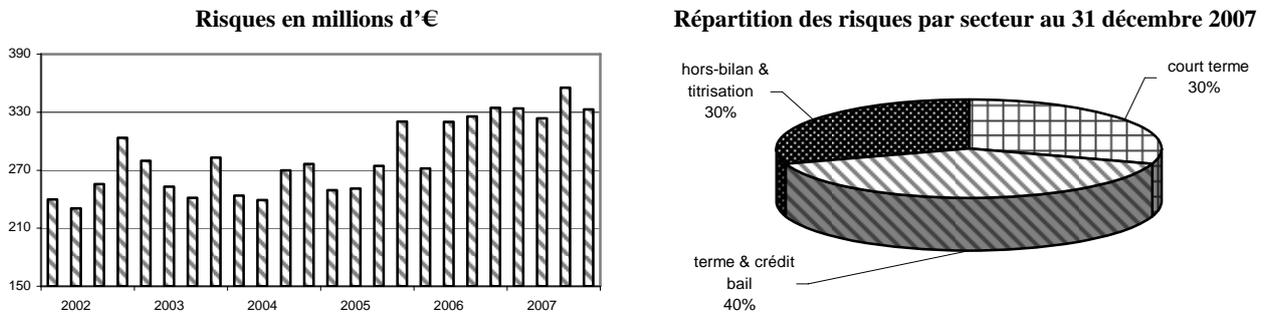
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



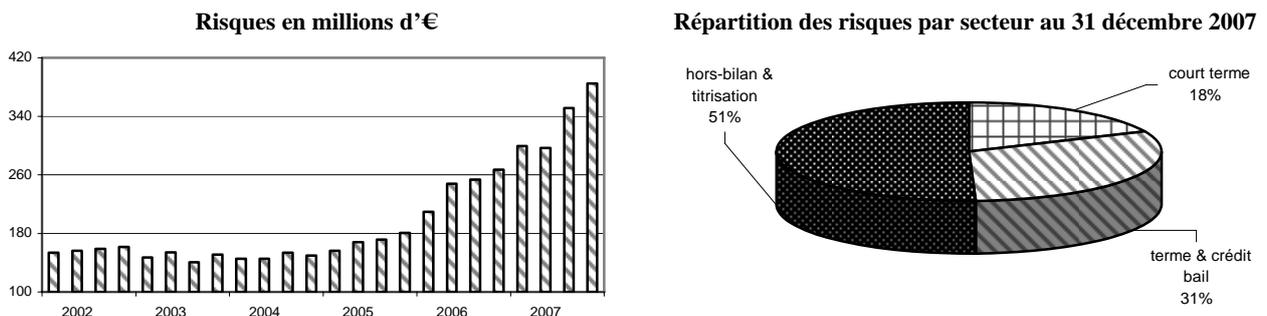
Risques bancaires sur le secteur primaire



Risques bancaires sur le secteur de l'industrie



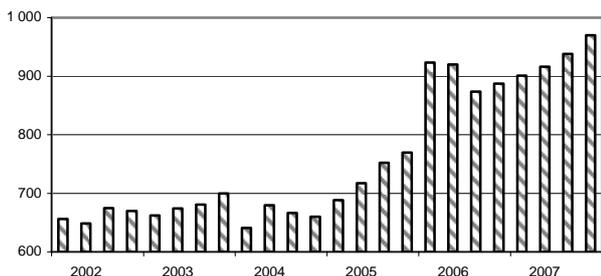
Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics



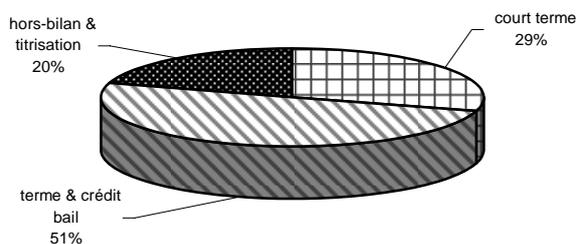
Conjoncture financière et bancaire

Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'€

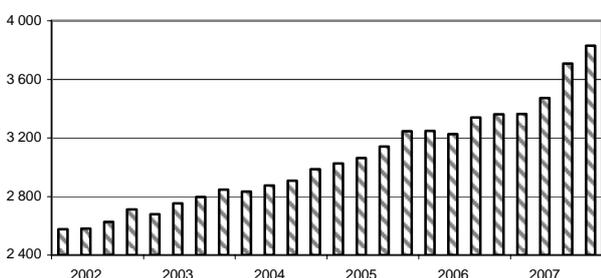


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

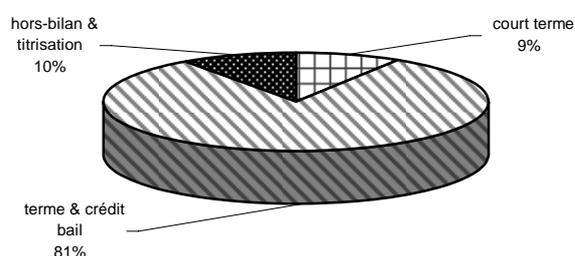


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

Risques en millions d'€

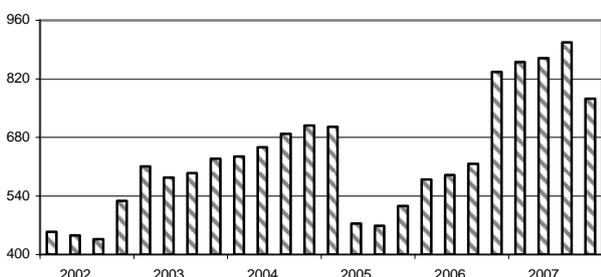


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

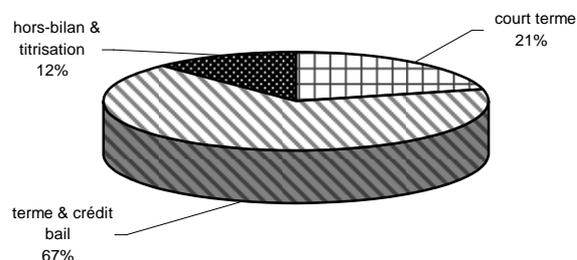


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

Risques en millions d'€

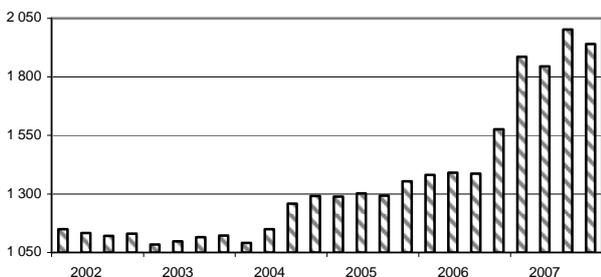


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

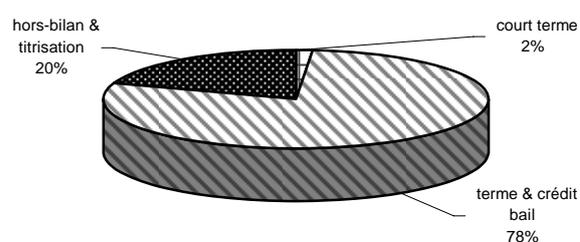


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'€



Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

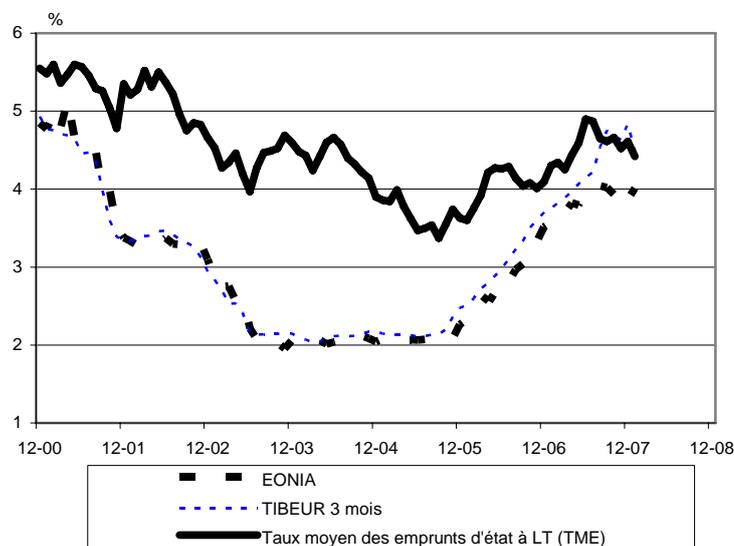
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3,00%
Taux de la facilité de prêt (13/06/2007)	5,00%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/02/2008)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
3,50%	3,50%	4,25%
Plan Épargne Logement *	Cpte Épargne Logement *	
2,50%	2,25%	

* Hors prime d'état

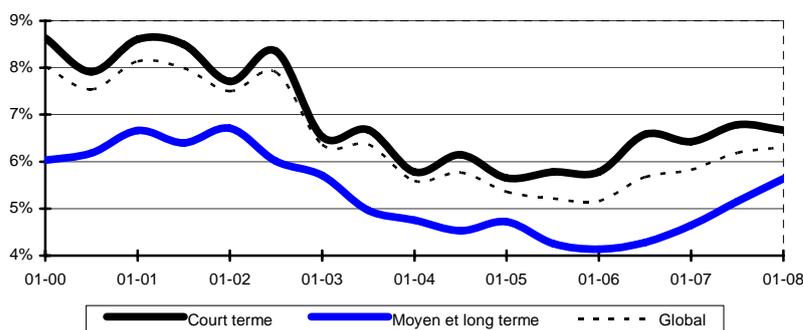
Taux d'intérêt légal	
Année 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
Année 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-07	juil-07	janv-08
Court terme	6,43%	6,78%	6,67%
. Escompte	5,69%	7,30%	6,58%
. Découvert	7,67%	6,72%	6,96%
. Autres CT	5,35%	6,36%	6,33%
Moyen et long terme	4,64%	5,16%	5,64%
Taux moyen pondéré global	5,83%	6,19%	6,31%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		juil-06	oct-06	janv-07	avr-07	juil-07	oct-07	janv-08
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	5,99%	6,16%	6,39%	6,27%	6,41%	6,63%	7,12%
	- Prêts à taux variable	5,57%	5,73%	6,12%	6,24%	6,53%	6,72%	7,05%
	- Prêts relais	5,81%	6,03%	6,21%	6,35%	6,48%	6,53%	7,00%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,36%	20,53%	20,76%	20,33%	20,39%	20,49%	20,88%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,48%	8,53%	8,44%	8,72%	8,93%	9,04%	9,39%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	18,20%	18,81%	19,07%	19,25%	19,85%	19,80%	20,16%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	13,97%	14,00%	14,19%	14,44%	14,48%	14,61%	14,71%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

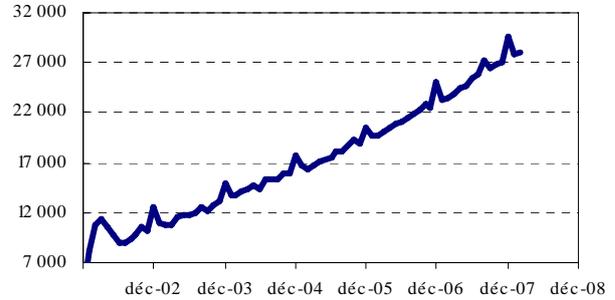
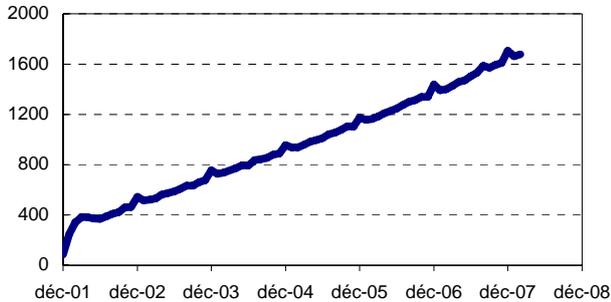
7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

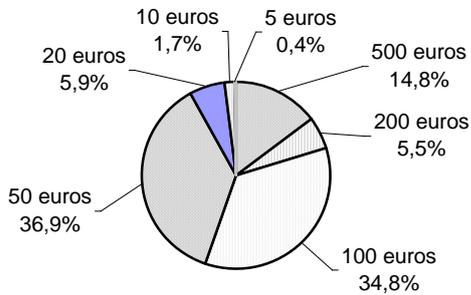
Emissions nettes cumulées de billets (à fin février 2008)

en valeur (en millions d'€)

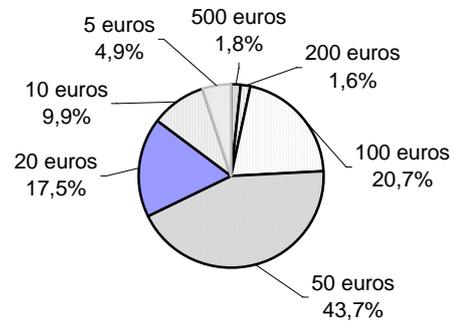
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 30 novembre 2007



Répartition par quantité au 30 novembre 2007

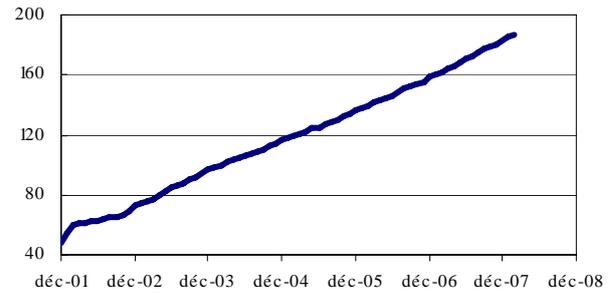


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

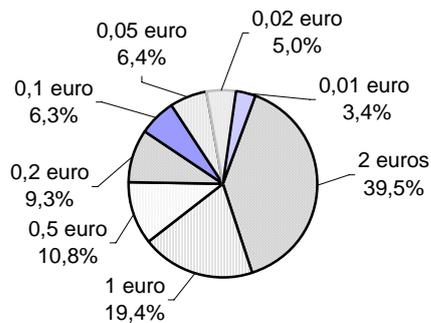
Emissions nettes cumulées de pièces (à fin février 2008)

en valeur (en millions d'€)

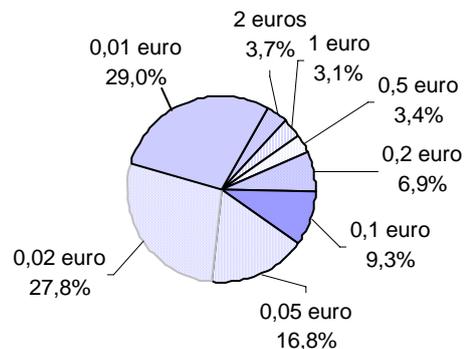
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin février 2008



Répartition par quantité à fin février 2008



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : F. DALLIER
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 31 mars 2008
Dépôt légal N° 134 – mars 2008